



## Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information (10 points)

Document : Soldes budgétaires et Dettes publiques\* en pourcentage du PIB

	Solde budgétaire (en % du PIB)			Dettes publiques (en % du PIB)	
	2006	2009	2017	2006	2017
France	-2,3	-7,5	-2,6	63,7	97
Allemagne	-1,6	-3,2	1,3	67,6	71,5
Grèce	-6,1	-15,8	0,8	106,1	191,4
Italie	-3,3	-5,4	-2,3	89,8	152,6
Royaume-Uni	-2,6	-11,5	-1,9	43,1	116,9
États-Unis	-2,0	-12,8	-4,9	61,1	135,7
Japon	-3,6	-10,4	-3,4	186	250

Source : Données OCDE, 2018

\* Dette publique : ensemble des emprunts publics contractés par l'État, la sécurité sociale et les collectivités territoriales.

### Questions :


1. Quel effet positif sur l'activité est attendu d'une politique de dépenses publiques de relance. (3 points)
2. En mobilisant des données du document présentez l'évolution de la dette publique française entre 2006 et 2017. (3 points)
3. A l'aide du document, vous comparerez l'évolution de la situation de l'Allemagne et des États-Unis entre 2006 et 2017. (4 points)

Modèle CCYC : ©DNE

**Nom de famille** (naissance) :   
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

**Prénom(s)** :

**N° candidat** :  **N° d'inscription** :

 **Né(e) le** :  /  /   
(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

**Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)**

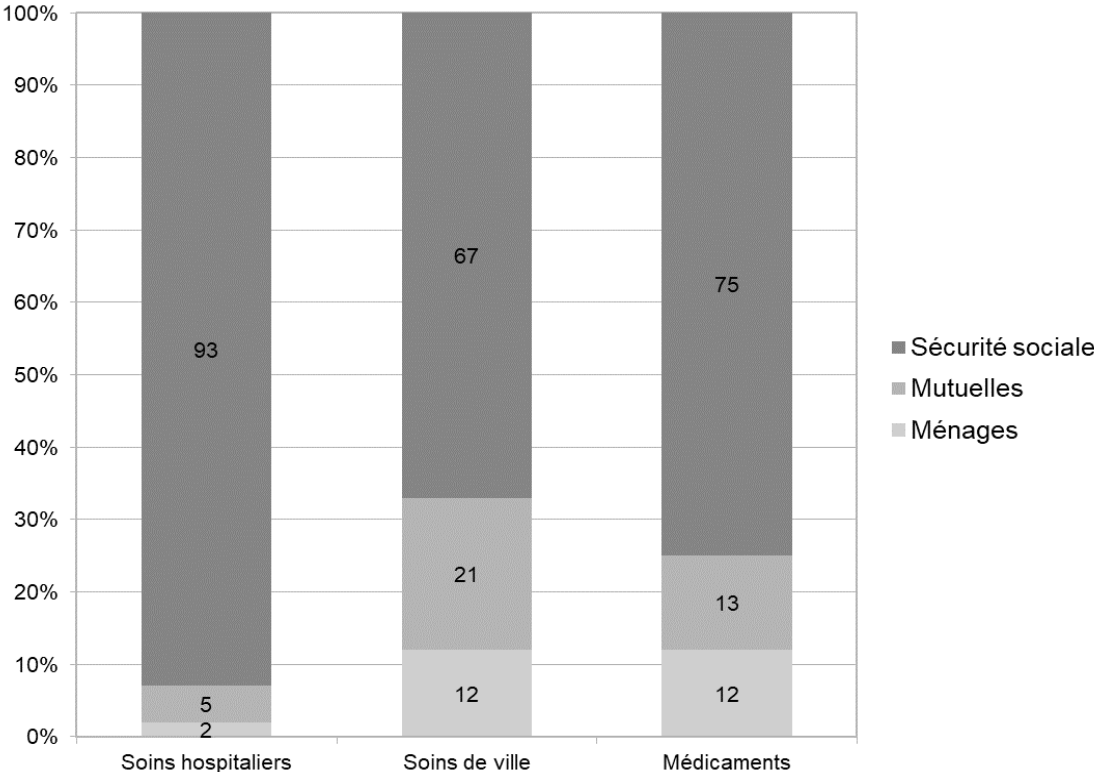
**Sujet : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les principales institutions contribuent à la gestion des risques.**

Document 1 :

La protection sociale est maintenant fournie par des dispositifs publics mais aussi privés. Pour ce qui relève de l'assurance, la protection sociale elle-même ne relève plus seulement du secteur public, la part prise par les organismes privés étant de plus en plus importante. [...] La protection sociale obligatoire (publique) se retrouve de plus en plus dualisée en deux mondes : les secteurs relevant toujours principalement des assurances sociales (retraite et chômage) et les secteurs relevant de plus en plus d'une logique non contributive, financée par l'impôt et servant des prestations forfaitaires (santé et famille, politique sociale de l'Etat).

Source : Serge Paugam, *Repenser la solidarité*, PUF, 2015.

Document 2 : Structure de financement des grands postes de consommation de soins



Source : d'après DREES, « Les dépenses de santé en 2017 », 2018.